



## **Analyse du marché du travail dans le contexte du Maroc**

### **Analysis of the labour market in Morocco**

**HASSHAS Driss**

Docteur chercheur

FSJES Ain-Chock

Université Hassan II Casablanca, Maroc

Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance et Criminalité Financière

**Date de soumission** : 22/04/2023

**Date d'acceptation** : 06/08/2023

**Pour citer cet article** :

HASSHAS D. et al. (2023) « Analyse des pratiques des enseignants en situation réelle d'intervention auprès d'élèves à besoins spéciaux », Revue Internationale du chercheur « Volume 4 : Numéro 3 » pp: 19 -34

## Résumé

L'emploi en général constitue l'une des problématiques importante chaque fois qu'un débat portant sur le développement économique et social est lancé. Il suscite de plus en plus l'intérêt de la société civile, des politiciens et des chercheurs. En effet, le Maroc fait face à des défis d'emplois multidimensionnels, plus variés et de nature plus complexe que par le passé, causés par des changement démographiques et économiques importantes.

A cet égard, l'étude du fonctionnement du marché du travail au Maroc s'avère d'une importance primordiale à travers une étude descriptive et analytique des caractéristiques du contexte marocain.

Ains, cet article s'intéresse à la problématique du marché du travail au Maroc. A cet effet, il étudie, dans un cadre contextuel, la situation du marché du travail au Maroc ainsi que ses caractéristiques spécifiques. Il commence par présenter la situation démographique et économique du Maroc. Ensuite, il présente les différentes caractéristiques du marché du travail marocain.

**Mots clés : Maroc, Marché du Travail, Emploi.**

## Abstract

Employment in general is one of the key issues whenever a debate on economic and social development is launched. It is increasingly attracting the interest of civil society, politicians and researchers. Indeed, Morocco is facing multidimensional employment challenges that are more varied and complex in nature than in the past, caused by major demographic and economic changes.

In this respect, the study of the functioning of the labour market in Morocco is of paramount importance through a descriptive and analytical study of the characteristics of the Moroccan context.

This article looks at labour market issues in Morocco. To this end, it studies, in a contextual framework, the situation of the labour market in Morocco and its specific characteristics. It begins by presenting Morocco's demographic and economic situation. It then presents the different characteristics of the Moroccan labour market.

**Keywords: Morocco, Labour market, Employment.**



## Introduction :

Au cours des 40 ans ayant succédé son indépendance, le Maroc a connu une forte croissance démographique<sup>1</sup>. Aujourd'hui, la situation se stabilise avec le changement de la société marocaine et plus particulièrement en ce qui concerne l'éducation et les paramètres sociaux démographiques.

Par ailleurs, le marché du travail au Maroc est peu organisé et souffre de plusieurs dysfonctionnements<sup>2</sup>. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans et les personnes n'ayant aucun diplôme sont les catégories les plus touchées par le travail sans contrat avec respectivement 75,4% et 75,7% de la population.

De plus, le fonctionnement du marché de travail marocain à caractère urbain, ne peut plus être étudié sans tenir compte de son dualisme et l'importance du secteur informel dans le tissu économique.

Devant cette situation, l'insertion des jeunes actifs sur le marché du travail constitue un défi auquel le Maroc a toujours été confronté, surtout lors de l'élaboration de son nouveau modèle économique. L'objectif stratégique principal du Maroc est le maintien d'une croissance économique soutenable et durable en même temps que l'amélioration du bien-être de sa population.

En effet, durant cette dernière décennie, le Maroc donne un intérêt particulier à la question de l'employabilité et la place au cœur de ses stratégies de croissance. A cet égard, le Maroc vient d'adopter un nouveau modèle de développement économique inclusif par l'emploi axé principalement sur le renforcement de son capital humain, il s'agit ainsi d'assurer une éducation de qualité pour tous, un système d'enseignement et de recherche axé sur la performance et porté par une gouvernance autonome et responsabilisante, tout en renforçant les systèmes de régulation de son marché du travail.

Cet article propose une description et une analyse des principales caractéristiques du marché du travail marocain et de son contexte démographique et économique en général. Ainsi, il sera question de, tout d'abord, faire un état de lieu sur le contexte marocain, à savoir sa situation démographique et économique, ensuite présenter les différentes caractéristiques de son marché du travail.

---

<sup>1</sup> En effet, la population marocaine qui était de 11,6 millions d'habitants en 1960 est passée à 29,9 millions en 2004 soit une multiplication par près de 2,6 en l'espace de 44 ans. HCP

<sup>2</sup> 54,9% ne disposent d'aucun contrat formalisant leur relation avec l'employeur, 26,5% disposent d'un contrat à durée indéterminée, 11,4% d'un contrat à durée déterminée et 5,8% d'un contrat verbal (HCP).

## 1. Situation démographique et économique :

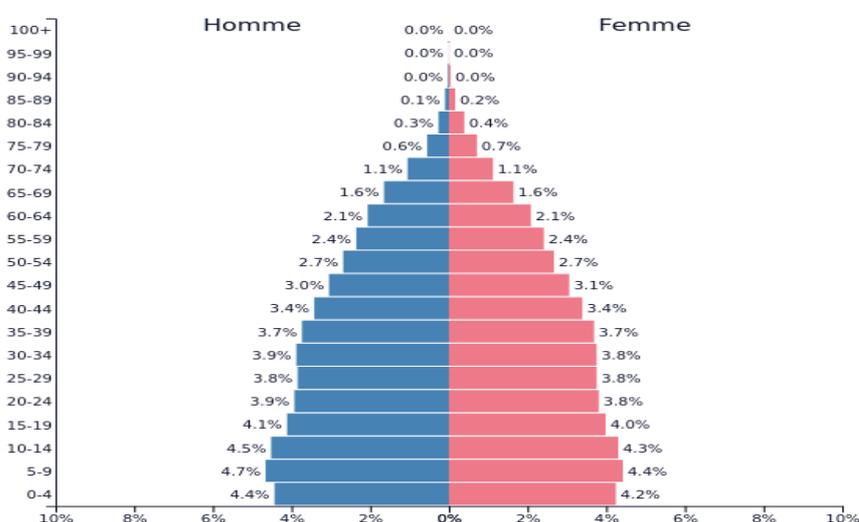
### 1.1. La situation démographique :

Le Maroc, durant les dernières décennies, a connu une mutation profonde de la structure de sa population. En effet, le changement de la pyramide d'âge de la population marocaine est l'une des plus grandes conséquences de la transition démographique issue, elle-même, des changements culturels et sociologiques. Toutefois, les jeunes sont désormais la principale composante de la population, représentant un tiers des marocains.

En revanche, les jeunes n'ont pas été intégrés dans l'équation de développement national et local en raison d'un manque de programmes et de politiques gouvernementaux axés sur la tranche d'âge des jeunes.

Certes, les personnes âgées entre 15-59 ans représentent un potentiel de croissance énorme pour l'économie nationale mais cette catégorie exerce une pression supplémentaire pour créer suffisamment d'emplois aux 300 000 personnes qui s'ajoutent chaque année au marché du travail marocain.

**Figure N°1 : Structure de la pyramide des âges du Maroc en 2022**



Source: United Nations (2022)<sup>3</sup>

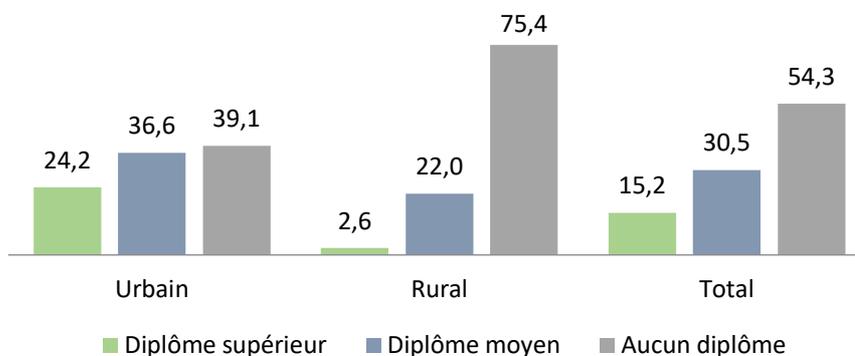
<sup>3</sup> Department of Economic and Social Affairs, Population Division. World Population Prospects: The 2022 Revision.

Le CERED<sup>4</sup> prévoit que, si la population en âge d'exercice d'une activité économique s'élève actuellement à quelques 19 millions de personnes, cette population augmentera considérablement au cours des 35 prochaines années pour atteindre 26,5 millions de personnes à l'horizon 2040. A partir de cette date, l'effectif de cette population connaîtra une légère diminution pour se situer à 25 millions d'individus en 2064.

D'après les derniers chiffres publiés par le Haut-Commissariat au Plan<sup>5</sup>, la population en âge d'activité<sup>6</sup> au Maroc en 2023 a atteint 27.888.000 personnes, 12.171.000 sont des actifs (10.591.000 pourvues d'un emploi et 1.580.000 en situation de chômage) et 15.717.000 sont en dehors du marché de travail.

Sur les 10.591.000 actifs occupés, 42,8% sont des ruraux et 22,7% sont de sexe féminin. Les jeunes âgés de 15 à 34 ans constituent 36,7% du marché du travail : 10,2% pour les 15-24 ans et 26,5% pour les 25-34 ans. En revanche, le taux de chômage a atteint 24,9% parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans contre 7% parmi les personnes âgées de 25 ans et plus. Ce taux de chômage augmente avec le niveau de qualification<sup>7</sup> tandis que les actifs occupés se caractérisent par une faible qualification<sup>8</sup>.

**Figure N°2 : Structure de la population active occupée selon le diplôme en 2022 (%)**



**Source : Donnée issue du HCP 2020<sup>9</sup>**

<sup>4</sup> Centre d'étude et de recherche démographique HCP

<sup>5</sup> Note la population active et ses composantes en 2023 par HCP

<sup>6</sup> 15 ans et plus.

<sup>7</sup> Il passe ainsi de 3,1% parmi les personnes n'ayant aucun diplôme à 15,7% pour les détenteurs d'un diplôme et de 12,4% parmi les personnes ayant un diplôme moyen à 21,6% pour celles ayant un diplôme supérieur (HCP).

<sup>8</sup> Plus de la moitié (55,4%) des actifs occupés n'ont aucun diplôme, 29,6% ont un diplôme moyen et 14,9% un diplôme supérieur (HCP).

<sup>9</sup> Note d'information du Haut-commissariat au Plan sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2020

D'autre part, la dernière note d'information du Haut-commissariat au plan (HCP) sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2023 relève un taux d'activité de 43,6%<sup>10</sup>. Ce taux passe de 49,9% parmi les actifs n'ayant aucun diplôme à 32% parmi ceux ayant un diplôme moyen pour atteindre 18,1% parmi les actifs occupés ayant un diplôme supérieur.

Ainsi, la population active au Maroc âgée de 15 ans et plus se caractérise par sa jeunesse. Les moins de 35 ans représentent 39,6% du total des actifs en 2023 (40,5% en zones urbaines et 38,2% en zones rurales). Selon le diplôme, la population active âgée de 15 ans et plus se caractérise par un niveau de qualification assez faible (60% n'a aucune qualification). Cette proportion est de 42,0% en milieu urbain et de 80,4% en milieu rural. Elle est de 66,8% chez les femmes contre 57,5% chez les hommes.

En général, d'après l'analyse du profil des actifs marocain selon les dernières données du HCP, on peut avancer les constats suivants :

- De plus en plus urbanisée ;
- De moins en moins féminisée ;
- Jeune ;
- Et de faible qualification.

A cet égard, le problème de l'emploi demeure ainsi le principal défi auquel le système économique marocain doit faire face. Les créations d'emplois ne répondent actuellement qu'aux deux tiers du besoin. Compte tenu de l'importance du grand nombre des chômeurs et d'une croissance économique qui reste en dessous des aspirations, les risques d'aggravation du déficit d'emploi ne sont pas négligeables. Cette situation pourrait entraîner le développement du chômage structurel et oblige particulièrement les jeunes à exercer des activités précaires ou marginales dans le secteur informel.

Devant une telle situation où la demande d'emploi, plus particulièrement chez les jeunes diplômés, est abondante, la nécessité d'un marché de travail organisé et structuré s'avère déterminante pour absorber et amortir les effectifs des nouveaux diplômés en augmentation

---

<sup>10</sup> Ce taux a entraîné une diminution du taux d'activité de 0.7 point entre 2022 et 2023.

d'une année à une autre. Ce qui nous pousse à présenter la situation économique du Maroc avant de passer à l'analyse de son marché du travail.

## 1.2. La situation économique :

Concernant la situation économique, au cours des deux dernières décennies, le Maroc a réalisé des progrès sociaux et économiques significatifs grâce à des investissements publics importants, à des réformes structurelles et à des mesures visant à garantir la stabilité macroéconomique.

En effet, le Maroc s'est engagé dans un processus important de réformes afin de transformer en profondeur son modèle économique et social. Ces réformes ont permis de générer des taux de croissance soutenus (de 5 % en moyenne durant les dix dernières années).

Au cours de la décennie 2000, la volatilité de la croissance économique du Maroc a diminué, indiquant une convergence des dynamiques macroéconomiques vers des sentiers de croissance durables. Cette période a été marquée par une réduction substantielle de la dette publique et un faible niveau d'inflation (1,9 % en 2013). Ainsi, le retard de croissance observé durant les années 1990 a été largement compensé. Cette croissance a contribué à une baisse importante de la pauvreté absolue et du chômage au Maroc. Le taux de pauvreté a ainsi reculé de 15,3 % en 2001 à 9 % en 2007. Le taux de chômage, quant à lui, est passé de 13,4 % en 2000 à 9 % en 2013.

Au niveau social, l'accès aux services éducatifs, aux services de santé, à l'eau potable et aux routes rurales s'est considérablement amélioré, contribuant à l'amélioration du capital humain et des conditions de vie des populations. Ces avancées ont été réalisées dans un contexte d'ouverture économique du Maroc. Le pays a ainsi signé des accords avec l'UE en 2000, les USA et la Turquie en 2006, et avec de nombreux pays de la sous-région (UMA, accords d'Agadir, Gafta).

Ainsi, le Maroc est devenu le seul pays de la région à avoir signé un accord de statut avancé avec l'Union européenne et s'engage très activement dans sa relation avec l'Afrique subsaharienne.

Néanmoins, le commerce extérieur demeure un point faible de l'économie marocaine. Les exportations sont concentrées géographiquement et présentent une croissance en deçà de ce qui est attendu. Les importations d'énergie également sont en croissance depuis 2009 et la reprise,



depuis 2007, pour les importations de produits alimentaires. Cela pèse sur la balance commerciale en raison de l'évolution des prix des matières premières.

D'autre part, l'un des paradoxes du modèle économique marocain tient au fait que bien que le Maroc affiche des taux d'investissement parmi les plus élevés au monde (31,7 % du PIB en 2012), le taux de croissance reste inférieur à celui attendu et soutenu par les consommations privées et publiques. Au cours des dix dernières années, le Maroc est devenu l'une des principales destinations des investissements directs étrangers dans la région MENA.

Néanmoins, l'afflux d'investissements directs étrangers demeure faible par rapport à ceux dont bénéficient les pays comparateurs. Ce paradoxe s'explique par le fait que la productivité du travail n'a augmenté qu'à un rythme relativement faible et que les investissements ont été réalisés essentiellement dans des secteurs peu créateurs de valeur ajoutée. Découlant de ce premier paradoxe, le second paradoxe tient à l'absence de transformation structurelle de l'économie et sa faible industrialisation.

Du côté de la production, la répartition sectorielle de la valeur ajoutée depuis le début des années quatre-vingt s'est légèrement infléchiée en faveur des services, mais n'a pas évolué de manière significative. L'agriculture occupant toujours une place importante dans la création de richesse. Les investissements sont peu diversifiés et concentrés de manière croissante dans les industries mécaniques et électriques et aussi dans le BTP ; branches fortement importatrices de consommations intermédiaires. Les chaînes de valeur sont peu développées et le processus d'innovation est ralenti.

Le troisième paradoxe tient au fait que le secteur privé est faiblement dynamique et manque d'entreprises de petite et moyenne taille (absence de milieu), composante du secteur privé qui tend à présenter la plus grande innovation dans d'autres pays. Le reste de l'économie est constitué d'entreprises qui sont sous-optimales ayant des activités improductives (souvent dans le secteur informel) et caractérisées par un faible profit.

En dépit des progrès réalisés, les défis en matière de développement restent importants, et seule une croissance plus forte tirée par le secteur privé permettra de les enlever.

Par ailleurs, la pauvreté absolue a fortement diminué mais la vulnérabilité économique reste courante. Le chômage des jeunes est relativement important et la couverture de la protection sociale est limitée. L'accès à l'éducation s'est remarquablement accru mais les taux d'analphabétisme (39 % de la population totale âgée de 10 ans et plus, 50 % des ruraux et 65 % de femmes rurales) et les disparités entre les genres dans l'enseignement secondaire demeurent très importants.

De plus, les résultats en matière de qualité de l'éducation et d'apprentissage sont loin derrière ceux des pays à revenu similaire, et l'inadéquation entre l'offre et la demande du marché du travail est de plus en plus importante.

D'après le Haut-Commissariat au Plan<sup>11</sup>, la croissance économique serait pauvre en emploi. L'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance serait comprise entre 0,3 et 0,5 ; ce qui ne permet pas d'absorber le flux des jeunes entrant sur le marché du travail.

Ajoutée aux rigidités du marché du travail, aux flux de plus en plus importants de jeunes arrivant sur le marché compte tenu de la transition démographique que connaît le pays et au manque de qualification d'une partie des diplômés, cette donnée constitue un obstacle majeur à la résorption du chômage des jeunes. La faiblesse de l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance est corroborée par le fait que la relation entre la croissance économique et la réduction du chômage n'est pas linéaire. Sur la période analysée (1996-2010), le taux de chômage minimum a été atteint pour un taux de croissance proche de 5 %.

Par ailleurs, l'impact de la croissance sur le chômage des diplômés est faible. Sur la période de référence, un taux de croissance de 5,3 % est associé à un taux de chômage minimum des diplômés de 18 % toujours d'après les chiffres publiés par le HCP.

La faible corrélation entre l'évolution du chômage des jeunes diplômés et la croissance économique s'explique par la prédominance de branches, telles que l'agriculture et le commerce, qui emploient, pour l'essentiel, une main-d'œuvre peu qualifiée. Cependant, les branches faisant appel à une main d'œuvre plus qualifiée trouvent souvent des difficultés à trouver les profils recherchés sur le marché, malgré les efforts consentis par l'État dans le domaine de la formation professionnelle (les effectifs formés par le secteur public ont doublé depuis 2004). Le secteur privé, quant à lui, ne joue pas encore un rôle très actif pour relayer le secteur public en matière de formation.

Également, le taux de chômage a régulièrement diminué en passant de 13,4 % en 2000 à 9 % en 2012. Par rapport aux pays du nord d'Afrique, le Maroc est le pays qui a connu la plus forte baisse du taux de chômage entre 1996 et 2012. Tant les hommes que les femmes ont bénéficié de la diminution du taux de chômage.

Toutefois depuis 2011, le taux de chômage féminin s'est accru considérablement revenant à son niveau de 2005 (10,2 %). Les femmes, en particulier, sont employées dans les branches d'activités qui privilégient le travail peu qualifié (agriculture, textile) et/ou qui offrent des

---

<sup>11</sup> Les sources de la croissance du Maroc, septembre 2005.

salaires peu élevés (hôtels, restaurants). Par tranche d'âge, l'inertie du chômage concerne principalement les 15-24 ans qui englobent les diplômés de l'enseignement supérieur.

Alors que le taux de chômage global a diminué de manière continue entre 2000 et 2011, celui des jeunes hommes est reparti à la hausse après 2003 et celui des jeunes femmes à partir de 2006. En revanche, ce taux de chômage a connu une augmentation considérable causée principalement par la pandémie covid-19.

En outre, les disparités régionales en matière d'emploi demeurent très importantes et doivent être prises en considération dans une perspective de maintien de la cohésion sociale. Ainsi, le taux de chômage dans la région de Marrakech–Safi, par exemple, est le double (22,2 %) de celui de la région voisine de Casablanca-Settat (10,6 %).

## **2. Situation et caractéristiques du marché du travail au Maroc :**

### **2.1. Situation du marché du travail au Maroc :**

Tout d'abord, il faut préciser que depuis longtemps, les économistes ont commencé à décrire un marché comme un lieu où les acheteurs et les vendeurs se réunissent pour échanger des biens et services particuliers (Beker et Toutkoushian, 2014). Pour les mêmes auteurs, les marchés du travail comprennent à la fois l'emploi salarié et le travail indépendant. Dans le cas de l'emploi salarié, le travailleur vend ses services de main-d'œuvre à un employeur en contrepartie d'une indemnisation précise. Dans le cas du travail indépendant, les services de main-d'œuvre d'un individu sont vendus à soi-même.

De plus, un marché, d'une façon générale, peut être une région physique ou géographique spécifique (Beker et Toutkoushian, 2014). Dans le contexte de l'économie du travail et des politiques du marché du travail, le modèle de marché du travail implique la demande de main-d'œuvre, l'offre de main-d'œuvre, la détermination des salaires et d'autres conditions d'emploi (Fields, 2007).

En outre, Baglioni (2014) a indiqué que l'offre de main-d'œuvre comprend tous ceux qui travaillent ou qui cherchent du travail, c'est-à-dire tous ceux qui participent à la population active. Pour le même auteur, la demande de travail est déterminée par l'exigence de produits des employeurs (parfois appelée demande des consommateurs), l'exportation, la demande et les politiques gouvernementales, entre autres facteurs, qui sont tous étroitement liés.



Dans le contexte du Maroc, depuis la seconde moitié des années 90, l'environnement macroéconomique du Maroc a commencé à se caractériser par l'existence de politiques, stratégies et programmes pertinents promouvant l'éducation pour l'emploi. Tout en mettant l'accent sur la place accordée à l'éducation dans la réduction de la pauvreté et le pilotage du développement économique et social.

Plus précisément, le gouvernement marocain met l'accent sur la création d'emplois. Ainsi, différentes politiques et stratégies ont été introduites et mises en œuvre par le gouvernement pour la généralisation d'emplois.

En effet, la création d'emplois a deux dimensions majeures. La première dimension (du côté de la demande et de création d'emplois) se réfère à la capacité de l'économie de créer des emplois pour diverses catégories de compétences. La deuxième dimension (le côté offre d'emplois) traite l'adéquation entre les niveaux de compétences des personnes disponibles et de compétences exigées par l'économie.

Ainsi, l'emploi peut être créé et amélioré dans le secteur public par des investissements dans le développement d'infrastructures à forte intensité d'emploi et à travers d'autres programmes publics d'emploi. Fondamentalement, il s'agit d'améliorer et d'accroître la productivité du travail, ce qui peut être réalisé principalement grâce à l'éducation et à la formation.

Par ailleurs, les institutions du marché du travail s'intéressent aux problèmes liés à la gouvernance des relations du marché du travail. Celles-ci renvoient aux dispositions existantes et conventions des Nations Unies, les dispositions juridiques et politiques, les programmes et les interventions en matière d'emploi et de protection sociale.

Un important volet de l'économie du travail est à présent consacré aux institutions et législations du marché du travail, leurs interactions et leurs effets sur l'économie et le marché du travail. Également, la réglementation du travail s'étend aux politiques et institutions du marché du travail, notamment aux systèmes de fixation des salaires, aux organismes de prestations sociales obligatoires, aux services de l'assurance chômage et aux différents aspects de la législation du travail (lois sur le salaire minimum, la protection de l'emploi et leur mise en application).

Par ailleurs, les politiques du marché du travail englobent toutes les politiques relatives à la réglementation et leurs effets sur l'interaction entre l'offre et la demande de travail. Certaines



portent sur la compensation de la perte de revenu (et sont souvent dénommées : politiques passives du marché du travail) tandis que d'autres concernent les mesures visant l'intégration des chômeurs effectifs ou potentiels au marché du travail.

En effet, la réglementation du travail au Maroc est régie par la loi n° 65-99 (Code du travail, 2004) qui encadre les relations et les modes de représentation professionnelle. Ce texte reprend certains principes et droits fondamentaux de la déclaration de l'Organisation internationale du travail de 1998 tels que l'égalité, la non-discrimination, la liberté syndicale, le droit à la négociation et l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé. Son contenu est conforme à toutes les conventions internationales ratifiées par le Maroc.

Ainsi, la législation du travail s'applique à toute relation salariée, sauf celles relevant du statut de la fonction publique ou de régimes spéciaux (gens de maison et micro-entreprises de l'artisanat traditionnel). Les sociétés publiques sont régies par leurs propres lois. Alors que certains secteurs comme les mines, la marine marchande ou le journalisme professionnel conservent quelques spécificités bien qu'ils soient soumis au Code du travail. Quant au secteur informel, il échappe bien sûr à la législation en vigueur.

Par conséquent, même si les institutions du marché du travail sont censées jouer un rôle important concernant les relations de travail, la protection du travail et la fourniture de services du marché du travail, on fait valoir que les institutions du marché du travail sont généralement considérées comme faibles. Cette faiblesse se caractérise par les limites du cadre réglementaire et le manque de dialogues sociaux entre les institutions elles-mêmes (syndicats et employeurs organisations). Les instruments et institutions réglementaires disponibles servent plus souvent les intérêts des employeurs. Alors qu'aucune tentative n'a été faite jusqu'ici pour embrasser le secteur informel et indépendant. Selon la politique et stratégie nationales de l'emploi du Maroc 2015, cette situation entraîne un manque de protection et de sécurité de l'emploi, du dialogue social et des services médiocres du marché du travail.

## **2.2. Caractéristiques du marché du travail au Maroc :**

Le cadre juridique relatif au travail au Maroc fixe les normes et les restrictions qui régissent le fonctionnement du marché du travail marocain. En effet, de nombreuses réglementations, basées sur des décrets royaux (Dahirs), des séries de lois, de décrets, ont été approuvés ces dernières années.

Parmi les principales lois approuvées ces dernières années sont la loi sur la Charte des services publics et la loi-cadre sur la protection sociale, toutes deux en 2021, et la loi sur l'exercice des activités artisanales en 2020.

Le gouvernement marocain a lancé des politiques visant à renforcer le marché du travail et la création d'emplois. En effet, Une nouvelle politique nationale de l'emploi et de l'entrepreneuriat a été adoptée, elle s'articule principalement autour de quatre questions prioritaires, à savoir, l'amélioration de l'intégration des jeunes sur le marché du travail, optimiser l'émergence d'un secteur privé dynamique et créateur d'emplois, promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à l'emploi et le renforcement de la gouvernance du marché du travail marocain.

En revanche, les chocs de la libéralisation commerciale et des programmes d'ajustement au Maroc ont perturbé l'équilibre d'un système dans lequel le secteur public constitue un réservoir d'embauche important, en particulier pour les jeunes diplômés.

Ainsi, les déséquilibres entre l'offre et la demande d'emploi sont persistants et semblent être installés durablement. Ils ont également favorisé le développement de l'emploi informel qui constitue près de 20 % du PIB marocain. Bien que les conditions de travail soient précaires, que les travailleurs informels ne bénéficient pas de protection sociale véritable et qu'ils soient relativement peu rémunérés pour la plupart, il n'en demeure pas moins que ce secteur permet d'absorber une partie de l'excès de main-d'œuvre notamment rurale et apparaît ainsi comme un instrument important de gestion du marché de travail.

La segmentation caractérisée par la dualité entre le secteur formel et le secteur informel d'une part, et la faible mobilité des travailleurs d'autre part, contribuent à retarder les processus de réallocation des ressources internes permettant de s'adapter aux chocs des politiques d'ouverture et des programmes d'ajustement (Agenor et El Aynaoui, 2005). La flexibilité du marché du travail ne repose pas sur l'ajustement des salaires mais plutôt sur l'accroissement des activités tertiaires, principalement les services marchands associés à certaines activités du secteur de tourisme, ce qui aggrave le problème de la main-d'œuvre qualifiée. Elle repose également sur le développement du secteur informel.

En outre, les difficultés d'embauche des jeunes diplômés et leur absorption par le secteur privé est révélatrice d'un état de développement des capacités productives du Maroc qui ne permet

pas de valoriser le capital humain. Bien évidemment, l'écart entre les besoins de l'économie marocaine en termes d'emplois et la qualification acquise dans le système éducatif est important. On assiste à un gaspillage net de capital humain<sup>12</sup>. Le Maroc doit donc faire face à un double défi : absorber une main-d'œuvre en évolution croissante et créer des emplois qualifiés.

Dans l'ensemble, le marché du travail au Maroc doit faire face à trois défis majeurs :

- Manque d'inclusion : les jeunes et les femmes sont moins intégrés sur le marché du travail. En particulier, l'insertion des femmes sur le marché du travail est faible, celle des jeunes a diminué alors que la proportion des jeunes restants à l'école a plus que doublé. Bien que cela indique une meilleure amélioration des compétences, le taux de chômage des jeunes a également augmenté, en particulier chez les jeunes diplômés.
- Faible croissance de l'offre d'emploi : la création d'emplois n'a pas été suffisante pour absorber l'afflux de la population en âge d'activité. En effet, l'emploi formel est concentré dans les entreprises de grande taille et les plus âgées, tandis que les petites et moyennes entreprises sont confrontées à de nombreuses contraintes pour fonctionner et se développer.
- Faible qualité des emplois : l'informalité domine le marché du travail marocain. La croissance de l'emploi non agricole est faible, alors que l'emploi dans le secteur des services<sup>13</sup> est concentré dans les services peu qualifiés. De plus, la productivité est faible et les travailleurs ne disposent pas de mécanismes de protection et de dialogue social suffisants, ce qui entraîne une mauvaise affectation et une sous-utilisation de la main-d'œuvre.

Néanmoins, il existe des opportunités pour renforcer le marché du travail marocain et accroître sa contribution à la croissance économique du pays. Il appartient au gouvernement d'améliorer le fonctionnement de ce marché, en particulier du côté de la demande, afin d'augmenter l'offre d'emplois avec une qualité meilleure. Cela nécessite un cadre réglementaire transparent et plus

---

<sup>12</sup> Cette inadéquation révèle la faiblesse des performances du système d'éducation et de formation. Ceci est d'autant plus alarmant que le chômage des diplômés ne cesse de s'accroître et commence à prendre la forme d'une tendance lourde.

<sup>13</sup> Le secteur des services semble être le premier secteur recruteur, près des deux-tiers (65,7%) des actifs occupés citadins exercent dans le secteur des services et 17,5% dans l'industrie y compris l'artisanat. En milieu rural, environ 7 actifs occupés sur 10 (69,4%) exercent dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche. HCP

flexible pour encourager le développement du secteur privé. En même temps, des politiques complémentaires du côté de l'offre pourraient être importantes pour améliorer le niveau d'éducation et éliminer les barrières à l'entrée des jeunes et des femmes.

Dans ce sens, et afin de garantir une meilleure relance de l'économie marocaine et aboutir à un équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail, il est primordial de s'intéresser à la question de l'insertion des jeunes diplômés en identifiant les déterminants de l'employabilité des jeunes au Maroc.

### Conclusion

Le Maroc, pour qu'il soit compétitif dans tous les domaines de l'économie, doit accéder aux flux des connaissances et développer les compétences nécessaires pour stimuler l'économie dans un contexte mondial. Le pays est parfaitement conscient que la faible qualité de l'éducation en général se traduit par une main-d'œuvre peu qualifiée. Selon l'Investment Climate Statement 2018, « malgré les améliorations significatives de l'environnement des affaires, le manque de main-d'œuvre qualifiée, faible propriété intellectuelle, l'inefficacité de la bureaucratie gouvernementale et la lenteur de la réforme de la réglementation du marché du travail demeurent des défis majeurs pour le Maroc ».

Effectivement, l'inadéquation formation-emploi des diplômés a des conséquences néfastes à moyen terme aussi bien pour la population elle-même que pour l'économie et la cohésion sociale. Assurément, il est une perte permanente de capital humain qui affecte non seulement la production mais aussi la santé et le bien-être de toute la société dans son ensemble.

L'employabilité sur le marché du travail représente pour le Maroc une vraie opportunité pour son développement socio-économique, *a contrario*, une situation persistante de chômage élevé pourrait constituer une menace réelle pour la stabilité socio-politique d'un pays caractérisé par une forte pression démographique et un marché de travail qui pâtit triplement d'une faible qualité des emplois, d'une atonie de la création des emplois et d'un manque d'inclusion particulièrement des femmes et des jeunes.

D'après notre article, l'insertion sur le marché du travail marocain est très inégale selon l'âge, le genre, le milieu de résidence, les régions ou encore le niveau de qualification, et ce sont les jeunes diplômés qui souffrent le plus des inégalités et de l'exclusion sur le marché du travail marocain.

A cet égard, de grands efforts doivent être déployés par le gouvernement marocain, afin de répondre aux exigences de sa populations et de ses ambitions d'accéder au rang des pays développés.

## BIBLIOGRAPHIE

- Agénor, P.-R., & El Aynaoui, K. (2005). Politique du marché du travail et chômage au Maroc : analyse quantitative ». *Revue d'économie du développement*, 13(1), 5-51.
- Baglioni, S. (2014). SALM, WP2 Overview Report, (January), 1-12.
- Beker, W. E. & Toutkoushian, R.K. (2014). On the Meaning of Markets in Higher Education. In Weidman, C. et al., (Eds). *Economics and Finance of Higher Education* (pp5-44). Boston, Pearson Learning Solutions.
- Cherradi, F., & Skalli, L. (2020). Contingence socio-culturelle du chômage des jeunes au Maroc: des déterminants contextuels externes sources d'inégalités d'accès à l'emploi. *Alternatives Managériales et Economiques*, 2(4), 527-546.
- Clark, K., & Summers, L. (1979). Labor Market Dynamics and Unemployment: a Reconsideration. *Brookings Papers on Economic Activity*, 1979(1), 13-72.
- Coco, G., & Pignataro, G. (2013). Unfair credit allocations. *Small Business Economics*, 41(1), 241-251.
- Combarrous, F., (1994). Discrimination et marché du travail : concepts et théories. *Document de travail N° 2*. Centre d'Economie du Développement de l'Université Montesquieu, Bordeaux IV.
- Conseil Economique, Social et Environnemental. (2017). *Rapport annuel de 2017*. Royaume du Maroc.
- Haut-Commissariat au Plan. (2014a). *Activité, Emploi et Chômage*. Rapport détaillé. Direction de la Statistique.
- Haut-Commissariat au Plan & Banque Mondiale. (2017, Novembre). *Le marché du travail au Maroc : défis et opportunités*. Note d'information.
- Haut-Commissariat au Plan (2018). *Données du Recensement général de la population et de l'habitat de 2014-Niveau national*. Direction de la Statistique.
- Haut-Commissariat au Plan. (2019). *Les données démographiques et socio-économiques de la population municipale du Maroc selon le Recensement général de la population et de l'habitat de 2014* [Fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD)]. Web.
- Haut-Commissariat au Plan. (2020). *Situation du marché du travail au premier trimestre de 2020*. Note d'information. Direction de la Statistique.
- Ibourk, A. (2018b). Caractéristiques du marché du travail marocain : structures et tendances. Dans K. El Aynaoui & A. Ibourk (éditeurs). *Les enjeux du marché du travail au Maroc* (pp. 55-80). OCP Policy Center.